**Annie DUPRAT (dir.), *Révolutions et Mythes identitaires.
Mots, violence, mémoire***

Pascal Dupuy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12240>

DOI : 10.4000/ahrf.12240

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 171-173

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Pascal Dupuy, « Annie DUPRAT (dir.), *Révolutions et Mythes identitaires. Mots, violence, mémoire* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 366 | octobre-décembre 2011, mis en ligne le 13 février 2012, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12240> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12240>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Annie DUPRAT (dir.), *Révolutions et Mythes identitaires. Mots, violence, mémoire*

Pascal Dupuy

RÉFÉRENCE

Annie DUPRAT (dir.), *Révolutions et Mythes identitaires. Mots, violence, mémoire*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009, 350 p., ISBN 978-2-84736-363-0, 49 €

- 1 Annie Duprat est bien connue de nos lecteurs. Membre du comité de rédaction de notre revue, historienne des représentations, elle publie régulièrement des livres dont l'importance et l'intérêt ont été à plusieurs reprises soulignés dans ces pages (cf. *AHRF*, n° 295, 324, 331, 347). Ici, elle propose un ouvrage collectif, dirigé par ses soins, et pour lequel elle a adapté ou traduit plusieurs contributions d'historiens étrangers. Il n'est donc pas étonnant d'y retrouver quelques-uns de ses thèmes de prédilection : la mémoire, les images et les mots. Notons toutefois que les bornes chronologiques envisagées par les seize auteurs s'étalent de la pré-Révolution jusqu'à la fin du ^{xx} siècle. Nous n'évoquerons ici que les études portant sur la période 1780-1848, soit onze contributions au total.
- 2 Reprenant une partie des sources utilisées pour son ouvrage paru en 2008, Vivian R. Gruder s'attache aux discours des assemblées des communautés en 1788 afin de traquer idées nouvelles et anciennes. La représentation du roi apparaît déjà en mutation, le roi-père à l'autorité affirmée se transformant en un roi tendre, « attentif aux sorts de ses sujets » (p. 20). Par ce glissement, l'auteur décèle la volonté du peuple (du moins celui qui se retrouve alors assemblé) de participer au gouvernement et de revendiquer liberté politique et égalité devant la loi. Mais par-dessus tout, guidés par « les lumières patriotiques » et à partir d'un vocabulaire courant auquel ils donnent un sens nouveau, les discours des assemblées trahissent une revendication principale : une

représentation du Tiers qui échapperait au poids du passé et qui permettrait de mettre fin aux inégalités et aux privilèges. Toujours à partir des « mots », Thomas E. Kaiser suggère que le « Comité autrichien » est apparu dans le débat public à l'été 1790 dans le sillage de la multiplication des comités réels ou imaginaires surgissant à cette époque. Bien sûr, le « Comité autrichien » participe de la seconde catégorie, fruit de siècles d'animosité et de conflits avec l'Empire. Dans cette fabrication, il semble que le rôle de Jean-Louis Carra, journaliste et propagateur de rumeurs, soit prépondérant tandis que la reine de France fut une victime semi-consentante. Avec la guerre et ses débuts difficiles pour les armées révolutionnaires françaises, l'idée du complot, alimentée par la propagande brissotine, va prendre une nouvelle dimension et provoquer l'arrestation de quelques coupables présumés qui ne furent que les boucs émissaires d'une campagne mal engagée. D'ailleurs, l'insinuation du complot se dissipe lorsque son utilité politique s'évanouit, tout en maintenant, grâce à la force des mots, un soupçon jamais complètement éteint. Dans une démarche parallèle, mais à partir des estampes, Marina Bujoli-Minetti s'intéresse aux rumeurs gravées qui ont fleuri en Grande-Bretagne autour du sort de la famille royale française sous la Révolution. S'inspirant de la gravure française et de ses scènes de prière, la maison Colnaghi à Londres fait paraître plusieurs estampes où figurent le Dauphin et Madame Royale en plein recueillement. Toutefois, comme le démontre l'auteure, les différences entre les productions françaises et britanniques, ainsi l'utilisation des citations bibliques, permettent aux imagiers anglais d'augmenter la violence politique d'une production qui passerait facilement pour innocente ! Comme des événements récents l'ont confirmé, les réformes de la magistrature passent souvent avec difficulté. Surtout lorsqu'elles trahissent des sentiments partisans. C'est déjà le cas en 1788, lors de la « réforme Lamoignon ». Dans cette perspective, Frédérique Pitou s'intéresse à un pamphlet satirique et virulent qui s'en prend, sous la forme d'un journal tenu au jour le jour, à l'application de la réforme au Mans. Dans ce théâtre d'ombres manichéen, on trouve présenté avec force détails, des acteurs partagés entre les « méchants » (p. 66), ceux qui ont « instigué » et appliqué la réforme, et les « bons », ceux qui s'y sont opposés (les conseillers protestants). Quant au style que l'auteure étudie avec minutie, on relève l'abondance de l'utilisation de l'antiphrase, du persiflage, de l'anecdote humoristique, de la plaisanterie d'un goût douteux, du calembour et, plus étonnant, de la chanson satirique. Annie Duprat s'intéresse justement à ce persiflage aristocratique et à sa mutation pendant la décennie révolutionnaire à partir d'une source exceptionnelle : les *Actes des Apôtres*, journal royaliste qui paraît tous les deux jours entre novembre 1789 et décembre 1791, sous la direction de Jean-Gabriel Peltier. L'auteure dévoile une partie des jeux sur le langage utilisés par le journal : détournements de formules et de style, épigrammes, transformations des noms propres (en particulier ceux des rues parisiennes) où l'inventivité et l'astuce comique côtoient les références politiques les plus pointues. Mais que serait tout cet arsenal satirique s'il n'avait pour cible une figure dominante ? À côté des Desmoulins, des Mirabeau et des Robespierre, se détache celle de Théroigne de Méricourt, « principale victime des *Actes des Apôtres* » (p. 102). Évidemment, elle a pour principal défaut d'être une femme, étrangère (elle est née dans la région de Liège), et révolutionnaire de surcroît. Cela lui vaut d'être assimilée à une espionne, une catin, une femme entretenue, au final « l'inspiratrice de tous les maux qui pèsent sur la France » (p. 105). C'est encore le monde du verbe réactionnaire auquel s'attache Jean-Claude Yon dans sa contribution sur le théâtre sous la Seconde République. Surfant sur la vague du mécontentement

général, les théâtres proposent, dès avant les journées de juin 1848, des pièces aux accents conservateurs, même s'il faut attendre le second semestre de l'année pour que se développe un répertoire réactionnaire d'envergure, une dizaine de pièces entre 1848 et 1849 (dont deux de Labiche candidat malheureux aux élections de 1848). Là encore ce sont les mots des discours des républicains qui sont raillés, ces derniers étant considérés dans les pièces comme des bonimenteurs, des populistes, des hommes du passé qui masquent par leur vocabulaire leurs mensonges et leur incompetence. Ces flèches, comme on le sait, feront longtemps (et même toujours !) recette dans le discours réactionnaire. Autre approche, celle de Jean-Clément Martin qui revient sur les termes de Vendée et de Terreur, associée à une réflexion sur les violences révolutionnaires qu'il refuse de lire comme « les effets de systèmes politiques décidés, liés à des principes [...], des modes de pensées » (p. 149) comme le voudraient certains. Il en appelle à une multiplication des études, dépassant la simple période 1793-1794 et pas uniquement centrées sur la France et surtout prenant en compte leur dimension mythologique afin de comprendre et d'apprendre de ces « cicatrices mémorielles » que représentent encore aujourd'hui la Terreur et la Vendée. Un programme ambitieux, mais stimulant, auquel l'auteur a lui-même en partie répondu dans ses derniers ouvrages.

- 3 1793 est encore au cœur de la belle communication de Jean-Marie Le Gall. Comment comprendre et qualifier les exhumations et les profanations des tombes royales à Saint-Denis ? Comme un acte de vengeance posthume à l'exhumation des jansénistes lors de la destruction de Port-Royal, comme le voulait Chateaubriand, ou expression de la régression d'une humanité barbare et anthropophage, comme l'écrivent sous le Directoire et le Consulat de nombreux commentateurs ? Rien de cela n'est évidemment en jeu, ces actes s'inscrivant dans une triple démarche « celle de la pédagogie des Lumières, de la nécessité politique et de l'égalité juridique » (p. 162) dans une approche semblable, ajoutons-nous, de l'adoption de la guillotine comme instrument de justice en 1790-1791. Comme le rappelle Jean-Marie Le Gall, « les profanations de Saint-Denis peuvent s'inscrire dans une conception de la sécularisation qui attribue à la volonté politique le soin d'approfondir la société de toute détermination religieuse en promouvant la raison » (p. 171) et on est loin, évidemment, d'actes répondant à des motivations archaïques orchestrées par des bandes de « sauvages » avides de sang et de violence, comme on l'imagine encore trop souvent. Emmanuel Fureix revisite avec brio, lui aussi, un autre lieu commun, celui de l'iconoclasme politique entre 1814 et 1816, la période et ses trois alternances de régime offrant un « laboratoire privilégié » à l'observation (p. 175). Il distingue d'abord un iconoclasme d'institution qui s'en prend aux symboles les plus visibles d'un régime en train de s'effondrer. Les administrateurs prennent alors les devants ou n'interviennent pas si les destructions anticipent les nouvelles officielles. On est là dans un moment d'accélération de l'histoire. L'iconoclasme, sans s'y limiter, relève souvent d'une violence sacrificielle, mécanisme le plus connu. On s'en prend aux symboles d'un régime honni, tout comme on s'en prend aux hommes censés le caractériser. Ainsi, comme sous la Révolution, des rixes éclatent autour du port de cocardes antagonistes et ces confrontations peuvent à l'occasion être mortelles pour leurs participants. Mais, si on s'en prend au régime qui vient de tomber, on peut également s'opposer, par des gestes symboliques, à celui qui vient de triompher en un iconoclasme de résistance. Ainsi, le refus de voir abandonner les trois couleurs entre avril 1814 et juillet 1815 est, par exemple, à l'œuvre sur tout le territoire français, en particulier chez les militaires. Mais outre ces actes de contre-

iconoclasme, l'auteur insiste également sur les signes d'un iconoclasme officiel qui se développe sous la seconde Restauration afin de traquer, éliminer et exterminer tous les signes révolutionnaires (arbres de la Liberté) et impériaux visibles (bustes et portraits de Napoléon), le tout passant, entre autres, par une pédagogie de l'expiation (recours à de nombreux et spectaculaires autodafés). Cette volonté de faire disparaître la mémoire des régimes passés est également au cœur de l'article de Bettina Frederking et de son étude des lois d'exception de 1820 qu'elle considère comme ayant, finalement, permis de donner à la Charte une valeur contractuelle ultérieurement défendue, comme on le sait, en juillet 1830. En souhaitant « fermer l'abîme des révolutions », ces lois et les débats qu'ils provoquèrent allaient, paradoxalement, associés à bien d'autres facteurs, les mettre en marche ! Enfin, Pierre Triomphe s'attache au regard rétrospectif de la Révolution de 1848 sur 1789 et 1830. Attente, crainte, espoir, les sentiments sont partagés dans les années 1840 vis-à-vis des mouvements révolutionnaires précédents. Le champ lexical atteste d'une connaissance et d'une volonté de s'appropriier les deux révolutions, tout en souhaitant également ne pas tomber dans leurs travers. La culture politique révolutionnaire prend ici tout son sens.

- 4 Au final, un ouvrage riche, ancré dans l'étude des mots et des signes mémoriels, qui n'hésite pas à bousculer certaines fausses croyances. Toutefois, un seul regret : que son prix ne lui permette pas d'atteindre un public plus large. Enfin, le lecteur curieux se passionnera pour les autres communications réunies dans l'ouvrage, en particulier, celles de Sylvie Dallet et de Louis Hincker qui portent également sur la mémoire de la Révolution, mais au ^{xx}e siècle.